

entre riches et pauvres alors que ces derniers sont de plus en plus nombreux. On devine les dangers que cette situation peut entraîner. Faire en sorte que les peuples des pays en voie de développement atteignent un niveau de vie décent relève alors au moins autant de la prudence et de la sagesse que des bons sentiments.

René VALETTE.

ETVDES

septembre 1989

Fragile Allemagne de l'Est

Jeunes en 1989

Machine Terre

Wittgenstein

Liberté religieuse et Révolution

Péché originel: les risques du fatalisme

L'homme du désir

14, rue d'Assas — 75006 Paris — Tél. 45.48.52.51
Le n° 45 F (étranger 50 F) — Règlement à l'ordre de «Études»

La ville et ses acteurs

René de Maximy

Lorsque Julienne Bilumbu arrive à Kinshasa en mars 1970, cette jeune femme kongo de 23 ans, mère de deux enfants et seconde épouse d'un homme de son village, ignore qu'elle va devenir — qu'elle est déjà — un **acteur urbain**. Ignorance qu'elle partage avec l'ensemble de ses co-citadins, car le terme «acteur urbain» n'est guère utilisé que par les analystes du fonctionnement des villes.

Comment on devient acteur

Comment Julienne Bilumbu est-elle devenue acteur? Par la simple nécessité de s'adapter aux conditions permettant de survivre à Kinshasa.

A son arrivée, on lui signale qu'un *mundele* (Européen) cherche une domestique bonne à tout faire. Elle se présente, elle est engagée. Deux ans plus tard, disposant d'un revenu assuré et régulier, elle décide d'acquérir un terrain (opération coutumière) à Bumbu, commune des extensions du sud de la ville (1). Selon le plan d'urbanisme officiel, ce terrain est en zone *non aedificandi*, ce qui n'a guère d'importance dans une ville que personne n'arrive à gérer. Mais il est sur une pente de sable très érodable: à la première grosse averse, il partira dans le ravin en coulées de sable! Désirant lui éviter ce déboire, le patron de Julienne lui offre alors un *lupangu* (une parcelle) à Ngaliema, dans un quartier acceptable. Il lui obtient en même temps un livret de logeur, document officiellement obsolète depuis l'indépendance du pays (1960), mais qui demeure très recherché et fait l'objet de multiples trafics officiels et officieux. Conférant à son détenteur une pré-

(1) Il y a à Kinshasa 24 communes, appelées «zones» depuis 1973, année de la «zaïrianisation». Voir R. de Maximy, Kinshasa, ville en suspens, Orstom 1984.

somption de droits sur le sol qu'il occupe, ce document sera exigé lorsque la municipalité de Kinshasa organisera enfin un service efficace du cadastre et de l'enregistrement.

De 1972 à 1975, Julienne Bilumbu construit sa maison, avec l'aide de son employeur qui lui assure, à titre de primes, l'achat des matériaux. Lorsque ce dernier quitte la ville, en 1975, elle perd son emploi; mais la voilà propriétaire d'une maison qu'elle occupe et dont elle loue une partie. La néo-citadine de 1970, en s'assurant un minimum de revenus et en prenant une place dans l'espace urbain, est devenue acteur urbain.

Son parcours offre matière à réflexion. On y croise plusieurs acteurs (2):

— les *acteurs institutionnels*, et notamment le *propriétaire collectif* de la ville, dont la municipalité se veut le représentant institutionnel, toujours discrètement contesté par les chefs de terre. Ils savent — comme l'employeur de Julienne — infléchir l'exercice de l'espace urbain grâce à leurs connaissances des coutumes, des règles et des lois;

— les *micro-acteurs de base*, parmi lesquels figurent les *propriétaires individuels*, dont Julienne Bilumbu est un exemple modeste. Ils n'ont d'autre pouvoir sur l'espace urbain que la possibilité de bloquer des décisions par leur seul nombre.

Les rapports entre ces acteurs ne relèvent pas de l'harmonie démocratique et consensuelle. Le *mundele* (assistant technique ou personnel expatrié d'une société commerciale ou industrielle) représente une grande puissance économique; il ne pratique qu'accidentellement une aimable collusion avec les institutions et les citoyens kinois (3). Sa relation paternaliste avec eux n'est pas seulement l'héritage d'une situation coloniale qui se perpétue sous d'autres masques; elle est demandée aussi par les citoyens modestes, qui savent qu'ils ont besoin de l'aide d'un acteur plus puissant pour sortir du néant.

Les acteurs de base

Les acteurs de base sont ingérables et donc redoutables. Nombre d'entre eux sont des migrants: ils continuent à pratiquer sur le terrain urbain les us et coutumes qu'ils ont toujours suivis dans leur groupe villageois. Ainsi ignorent-ils délibérément les institutions républicaines théoriquement en place depuis 1960 et calquées sur le modèle colonial, sans que personne se soit préoccupé de les adapter aux usages coutumiers. Ils aménagent leur ville

(2) Je ne m'attarde pas sur la classification de tous ces acteurs et sur leurs comportements. Voir les 3^e et 4^e parties de Kinshasa, ville en suspens, qui portent sur la dynamique de la croissance et les problèmes socio-politiques vus par les aménageurs et les autres acteurs. Voir aussi Ph. Delys, Ch. Girard, R. de Maximy, Economie de la construction à Kinshasa, L'Harmattan, 1989.

(3) Kinois: habitants de Kinshasa (qu'on appelle familièrement «Kin»).

dans une sorte de pilotage à vue. Agissant sans cohésion et pourtant selon des modes identiques, ils la conquièrent, l'investissent, la construisent. D'autres Kinois, plus jeunes, nés sur place, moins dépendants de références à l'espace social villageois, agissent dans le même sens. Pas plus que les ruraux, les gens du fleuve ou de la forêt, ces citadins de la deuxième (parfois troisième) génération, n'adhèrent aux principes imposés par l'autorité légale.

Le Kinois a une double appartenance. Il reste membre de son groupe originel, qui exige de lui un comportement communautaire et au sein duquel il pratique des échanges rapprochés fondés sur le consensus et l'*habitus*. Là, il est sous un contrôle accepté: toute transgression entraîne un risque culturel déstabilisateur. Mais il appartient aussi à l'espace social élargi, celui de son travail; où se pratiquent des échanges ouverts: approvisionnement en objets manufacturés (souvent importés), consommation de produits venant d'un autre champ social, échanges de connaissances et d'idées qui sont dans l'air du temps. Là, il est un individu hors contrôle, en un lieu qu'il lui appartient d'identifier et de baliser, et où dominent la mimesis et la capture.

La *mimesis* du néo-citadin, agressé par son nouvel environnement et bien décidé à assimiler les règles non écrites de sa nouvelle vie, consiste d'abord en une modification de sa manière de consommer. Dans ses comportements, dans la production de son logement, dans sa manière d'user de l'espace urbain, il se conforme aux manières de vivre qu'il observe autour de lui. Il agit en s'y référant constamment et, peu à peu, les intériorise et les fait siennes (4).

La *capture* est la règle du jeu acculturatif. Le citoyen est capturé par la tentation de jouir de la ville, d'user de son espace et des objets qu'elle offre à sa concupiscence. Mais également il capture la ville, s'en empare, tente de la soumettre à son usage. Manquant de pouvoir et de puissance, il ne peut y parvenir par la force. Aussi recourt-il aux détournements: surusage, dégradation, destruction, modification, récupération. On peut appeler cela «taudification» ou «bidonvillisation». Les citoyens deviennent acteurs dans des lieux élaborés sous un autre régime politique tutélaire (la colonie), dont ils ont hérité et qu'ils tentent d'imiter. Cette adaptation profonde est une véritable révolution existentielle car — faute d'organisation adéquate et de compétence politique — ils ne peuvent reproduire et améliorer cet héritage que très difficilement, lentement et insuffisamment. Certes, cela leur donne l'occasion de secréter leur ville, de l'inventer par une action motivée et dynamique, à la fois personnelle et collective. Mais en ont-ils le temps?

Résultat: en dehors de la ville belge, rationnellement planifiée, et de certaines parties nouvelles de la ville actuelle, bien organisées en raison de leur forte valeur foncière et marchande, Kinshasa est une ville peu différenciée, très peu équipée, dévoreuse d'espace, ingouvernable. Elle est consti-

(4) Voir R. de Maximy, «Les forces sociales à l'œuvre», dans *Projet*, n° 162 (février 1982).

tuée d'« extensions » et d'« excentriques », dénominations très significatives où le préfixe « ex- » traduit le fait que ces espaces sont reconnus comme marginalisés. Pourtant, au moins deux millions de Kinois y vivent, soit plus de la moitié de la population.

Les acteurs institutionnels

La planification qui serait nécessaire ne peut être organisée que très partiellement par les responsables de la gestion municipale. Ceux-ci en sont réduits à n'assurer que l'absolument indispensable pour éviter l'anarchie politique : voirie primaire, assainissement minimal, quelques réseaux de distribution d'eau et d'électricité. Le réseau policier de contrôle des citoyens — qui n'exige qu'un faible investissement, directement prélevé sur le citoyen — constitue l'arme la plus efficace pour maintenir une apparente apathie sociale.

Ces acteurs institutionnels poursuivent une gestion spécifique de leur pouvoir et de leurs biens : ils n'assurent leur hégémonie qu'en s'appuyant sur une classe restreinte de privilégiés disposant d'un réel revenu. C'est pourquoi un minimum d'équipements fonctionnent ; certains quartiers sont bien intégrés ; l'espace urbain maîtrisé s'accroît lentement. Ainsi s'élabore une composition socio-spatiale dont on peut espérer qu'elle sera fonctionnelle vers le milieu du vingt et unième siècle...

Mais, ces acteurs puissants sont aussi, hors de leurs institutions professionnelles ou publiques, des acteurs de base. Ils ne peuvent l'oublier : viscéralement, ils sont obligés de fournir un minimum d'efforts pour satisfaire les demandes, formulées ou non, des millions de leurs semblables, leurs frères selon l'usage africain. Malgré la coupure qui grandit entre les acteurs de base et le groupe des responsables, les membres de ce groupe ne peuvent oublier qu'ils ont été précédemment acteurs de base et qu'il y en a encore beaucoup parmi leurs proches. C'est pourquoi, inexorablement, le micro-acteur, qui semble n'être rien, va devenir progressivement le véritable *faiseur de Kinshasa*. La ville ne pourra poursuivre son urbanisation qu'en tenant compte des quatre millions d'habitants (bien davantage, à terme) qui en sont les usagers et les acteurs les plus contraignants.

Mais, pour l'heure, il est bien difficile de vivre quand on est un Kinois ordinaire. Depuis 1970, à côté de quelques dizaines de milliers de nantis, le nombre des habitants démunis n'a cessé de croître. Le mécontentement de cette foule multimillionnaire est si grand que l'on voit s'accumuler les potentialités d'un conflit ouvert et très violent.

Autres villes, autres acteurs

Cette analyse est-elle transposable sous d'autres cieux ? Ce n'est pas certain. Si Luanda (Angola) évolue comme Kinshasa, on ne peut considérer ce processus comme représentatif, même en Afrique sub-saharienne. Il n'en demeure pas moins que, dans toutes les villes du continent africain, ce sont les micro-acteurs qui ont provoqué, souvent en marge des règlements qui les régissent, une urbanisation incontrôlable.

Mais les situations de dépendance diffèrent selon les pays et les cultures. En Inde, par exemple, où la société est très structurée et très fragmentée, les antagonismes sont plus ancrés, plus difficiles à faire bouger (5). Là encore, pourtant, par le truchement de politiciens dont ils constituent la clientèle, le poids des micro-acteurs se fait sentir.

Ailleurs, dans les villes latino-américaines, les micro-acteurs ont pris conscience de leur existence et de leur puissance, ce qui leur permet de réussir des « invasions de terres » ou de plus paisibles opérations de conquête urbaine. En soutenant de telles actions, certaines personnalités politiques tentent parfois d'en capter le bénéfice. Se présentant comme défenseurs des micro-acteurs, ils s'assurent, comme en Inde, une clientèle utile à leurs projets politiques. Cependant, le jeu des usagers, dont on privilégie ici les actions, ne peut se réduire à cela, comme on va le voir à propos d'un autre exemple, l'Equateur.

En Equateur, l'histoire marque fortement les villes et leur évolution. Villes anciennes, Cuenca et Quito (fondée en 1535) ne peuvent se comparer à Santo Domingo de los Colorados, bourgade de 1.500 habitants en 1950, ville de 70.000 habitants en 1982 (6). L'évolution de Quito et Guayaquil depuis 25 ans montre d'exemplaires différences de comportement dans les processus d'urbanisation et de « consolidation » de l'occupation de l'espace périurbain (7). Mais, globalement, les ressemblances dans le jeu des acteurs priment sur les différences.

Depuis que le boom pétrolier équatorien, en 1973, a bousculé Quito et accéléré spectaculairement son urbanisation, l'évolution de cette ville est

(5) On lira avec profit les nombreux articles d'Isabelle Milbert, publiés pour la majorité par la revue *Economie et Humanisme*, ainsi que sa thèse sur « La planification urbaine en Inde ». Elle écrit : « Le politicien local joue depuis longtemps un rôle de médiateur entre la population et la décision politique. Dans les quartiers, les acteurs de la ville (et du bidonville) se divisent en quatre groupes : les habitants, les leaders du quartier, les politiciens et les bureaucrates. L'élu local est un personnage facile à rencontrer, à la disposition de ses électeurs et surtout des leaders des bidonvilles, avec lesquels existent des liens étroits de clientélisme et de patronage. » (« Inde, Etats puissants, communes défaillantes », dans *Les annales de la recherche urbaine*, n° 38, pp. 63 à 71, Paris, 1988).

Voir aussi le rapport présenté au ministère de la Recherche (mai 1987) par J.C. Lavigne sur « les politiques d'aménagement urbain à Bombay ».

(6) S. Allou et P. Velarde, Santo Domingo de los colorados, desarrollo urbano, organizaciones populares y proceso de socialización, Ciudad (IFEA, ORSTOM), Quito, à paraître.

de moins en moins maîtrisée. Auparavant, elle croissait lentement, selon un processus bien établi, fondé dans l'histoire. De nouveaux lotissements se constituaient dans un respect suffisant des prévisions et des règles urbanistiques. Aujourd'hui, la pression démographique est considérable, et davantage encore à Guayaquil (1.300.000 habitants).

Cette croissance urbaine mobilise trois types d'acteurs : institutionnels, capitalistes et populaires.

Les *acteurs institutionnels* relèvent de trois entités :

- l'« Illustre Municipalité de Quito » (*Municipio*), qui est en charge de la gestion et de la planification de la ville ;
- le pouvoir central ou provincial, qui dispose d'une considérable capacité de financement (CONADE, conseil national de développement). Il accorde des lignes budgétaires selon les projets, notamment pour ceux qui relèvent d'un choix national : équipements et infrastructures de la capitale de l'Etat, politique sociale de l'habitat, etc. ;
- les organismes contrôlés, plus ou moins directement, par le pouvoir institutionnel, tels que les *bancos de vivienda* ou les coopératives d'habitat. Ils promeuvent et gèrent des projets à coloration sociale.

Ces acteurs institutionnels exercent une influence déterminante, car ils orientent plus que tout autre le mouvement général de l'urbanisation de Quito : délimitation des zones, réseaux, axes et aires d'extension, réalisations d'équipements et d'habitats, etc. Pourtant, le respect de leurs plans et règlements est incertain, car la puissance des acteurs capitalistes — agissant en collusion avec des responsables sensibles à leurs pressions « amicales » — contrebate les décisions officielles. Par ailleurs, les acteurs populaires, en exerçant des pressions politiques et sociales, viennent perturber certains ordonnancements reflétant une vision citadine dont ils se sentent exclus. Les banques et coopératives du logement sont des acteurs très présents, auxquels on peut imputer la majorité des lotissements importants réalisés à Quito. Ainsi, des quartiers entiers sont implantés en conformité avec les décisions du *Municipio*. Ces actions, qui entraînent une structuration et une intégration de l'espace, permettent au gestionnaire municipal de maîtriser à peu près son territoire. Incomparablement mieux, en tous cas, que ne maîtrisent leur territoire les municipalités des grandes villes d'Afrique. En valorisant les terrains qui jouxtent ces quartiers lotis, ces actions encouragent la colonisation citadine (ou la densification s'il s'agit de zones déjà urbanisées). Il y a donc, de ce fait, une réelle interaction entre les acteurs institutionnels et les acteurs capitalistes, voire les acteurs populaires.

L'action des *acteurs capitalistes* (qui sont, pour la plupart, des sociétés de service) s'exerce d'abord sur les espaces centraux convoités pour leur intérêt économique ou pour leur attractivité résidentielle. C'est ainsi que se construisent, en toute irrégularité, des immeubles de grande hauteur sur des espaces non prévus. Ces acteurs peuvent aussi agir de manière plus dispersée et plus discrète, par exemple en construisant de petits immeubles collectifs ou de belles villas dans les espaces interstitiels du tissu urbain. Ainsi l'habitat se densifie dans les quartiers centraux, tandis que la discrimina-

tion sociale s'amplifie dans la périphérie. Comme ces acteurs capitalistes participent fortement à la vie économique et politique du pays, leur pouvoir est prépondérant. Lorsqu'ils désirent une dérogation, ils l'obtiennent sans difficulté, ou s'en passent. La réglementation s'incline devant les faits accomplis.

Le rôle des *acteurs individuels* n'est pas négligeable. Quand ils appartiennent aux classes installées (grande bourgeoisie et classe moyenne), ils mènent à bonne fin des stratégies personnelles. Populaires, ils se regroupent et politisent leurs actions. Sachant que leur poids électoral est réel, ils le négocient. Ils constituent des « comités » (*Comité del Pueblo*) ou des coopératives (*Lucha de los pobres*) très organisés, très structurés, très combats. Mais comme ils sont constitués de coopérateurs démunis, ils s'implantent sur des terrains peu convoités, souvent déjà affectés à d'autres usages ; ou bien ils envahissent une terre en friche, à la périphérie, et contraignent son propriétaire à la céder aux occupants à bas prix. Celui-ci ne peut que s'exécuter : sa terre a cessé d'être un objet de spéculation. Rapidement, le quartier se construit, s'urbanise. La municipalité finit par entériner le fait accompli et par assurer un minimum d'infrastructures.

Tout ceci en un temps très bref, alors qu'en Afrique l'opération s'étalerait sur au moins une décennie. Il est vrai qu'en Afrique sub-saharienne, la constitution de groupes de pression très structurés est quasi impensable : le cas de Nylon à Douala (Cameroun) semble constituer une exception. Mais on peut raisonnablement imaginer que cette stratégie d'urbanisation va, dans un proche avenir, apparaître en Afrique aussi. Lentement les pressions démographiques, sinon la démocratisation, imposeront de telles tactiques.

Conclusion

Les politiques urbaines menées ou subies, celles des gestionnaires institués et celles des personnes, sont aussi diverses que sont diverses les histoires, les institutions et les législations des tiers mondes.

A Kinshasa domine le micro-acteur populaire, très individualiste, bien qu'il se détermine par sa tribu et sa famille. A Quito, une société citadine, déjà ancrée dans la longue durée, secrète des structures de gestion assez efficaces, ainsi qu'une grande diversité d'acteurs et de formes d'organisation : Etat, institutions, sociétés, mouvements coopératifs, familles, individus...

Pourtant, une constante se dégage : l'acquisition, par les micro-acteurs, de la capacité à s'approprier l'espace constitue le moteur de toutes leurs énergies. L'habitant d'une ville ne se sait — et ne se sent — vraiment citadin que lorsqu'il en connaît le « maniement spatial ». La nécessité de se loger n'est pas l'unique force qui le pousse à modifier ses lieux de vie. Il y a aussi le besoin social de vivre en des espaces connus et reconnus, où l'on se sente « chez soi ». Ces espaces diffèrent pour chacun. Si la ville est grande, ils peuvent n'en couvrir qu'une partie : lieux de travail, d'approvisionnement, de

loisirs usuels, de résidence, etc. Ces «lieux de convivialité», même le plus démuné peut s'en approprier l'usage. Quels que soient le régime politique et la situation économique d'un pays, cette appropriation personnelle et communautaire de l'espace urbain commande assez directement l'organisation et la gestion des villes. C'est pourquoi «urbanisme» doit signifier «convivialité», et «citadin» doit vouloir dire «acteur». Cependant, l'action de ces acteurs n'est efficace que lorsque les initiatives de chacun peuvent s'organiser dans des structures réellement démocratiques.

René de MAXIMY.

e.h.

Une revue d'économie qui publie un dossier tous les deux mois

N° 308 — juillet-août 1989

Dossier: Les risques planétaires: Présentation — C. BEAUD, J.-Cl. LAVIGNE

Environnement et développement: M. BEAUD: L'émergence d'une notion — C. LAURENT: Une prise de conscience récente

Éléments pour un état des lieux: S. FAUCHEUX, G. MÉGIE, J.-F. NOËL: Au sujet de la couche d'ozone — M. BLANC: Les biotechnologies — G. MÉGIE: Le réchauffement de la planète — G. MÉGIE: Composition de l'atmosphère et effets «retard» — J. MERLE: Cycles et effets «retard» — I. RASOOL: L'environnement global, science et politique

Environnement global et économie: J. THEYS: Les enjeux économiques des changements globaux — S. FAUCHEUX: Le coût des pollutions globales

Éthique et politique: J.-Cl. LAVIGNE: Et il vit que cela était bon — S. BESSIS: Entretien avec E. Pisani — Le Groupe de Vézelay

Chronique de politique sociale — Conjoncture économique et financière internationale

Commandes à adresser à:

économie et humanisme

14, rue Antoine-Dumont, 69372 LYON Cedex 08
Tél. 78.61.32.23 — CCP Lyon 1529-16 L

Vente au numéro: 55 F — Franco de port: 60 F
Abonnement 1989 (6 numéros par an): France 270 F — Étranger 330 F — Avion 390 F

Revaloriser les sociétés rurales

Jacques Chonchol

La majorité de la population de ce que, par commodité, on appelle le tiers monde est aujourd'hui rurale. Elle le sera encore en l'an 2000, même si se maintient la très rapide et quasi explosive urbanisation de ces dernières décennies.

En 1980, 3,4 milliards de personnes vivaient en Afrique, Asie et Amérique latine. Parmi elles, 2,3 milliards (68%) étaient des ruraux. Les proportions variaient selon les régions: 75% en Asie du Sud: 72% en Afrique; 67% en Asie de l'Est. La région la plus urbanisée du tiers monde était l'Amérique latine où les deux tiers de la population étaient déjà urbains.

Si nous nous référons aux projections pour l'an 2000, selon l'hypothèse de croissance moyenne des Nations unies, nous obtenons la situation suivante:

Estimations de Population pour l'an 2000
(en millions)

Régions	Population totale	Population rurale	Population urbaine	% Population rurale
Afrique	853	491	362	58
Asie de l'Est	1 475	807	668	55
Asie du Sud	2 075	1 305	770	63
Amérique latine	566	138	428	24
Total	4 969	2 741	2 228	55

projet

comité de rédaction

Christian Mellon (rédacteur en chef)
Jean Weydert (rédacteur en chef adjoint)
Céline Mathon et Françoise Terrel-Salmon (rédaction)

H. Bussery, M.-A. Caizzi, J.-Y. Calvez,
B. Cassaigne, O. de Dinechin, J. Dubois,
F.-X. Dumortier, F. Euvrard, M. Griffon,
M.-E. Joël, A. Kerhuel, J. Lamoure,
Ph. Nasse, J. Pelletier, E. Perrot,
F. Piotet, J. Romàn, P. Sauvage.

revue trimestrielle du centre de recherche
et d'action sociales (CERAS) publiée par
Assas-éditions, association loi de 1901,
avec le concours du Centre national des
lettres.

Le Président, directeur de la publication:
Y. de Kergaradec

rédaction — publicité — administration
14 rue d'Assas, 75006 Paris
tél. 45.48.52.51

tarifs
abonnement 1 an (4 numéros):
normal 195 F — soutien 400 F
étranger 225 F
le numéro 58 F — étranger 67 F
règlement par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de Projet joint à la commande

changement d'adresse
joindre la dernière étiquette

tous droits de reproduction, même partielle,
par quelque procédé que ce soit, réservés pour
tous pays (loi du 11 mars 1957, art. 40 et 41).
© Copyright by Assas-éditions

Imprimerie Saint-Paul — 55000 Bar le Duc.
Dép. lég. : septembre 1989. ISSN 0033-0884.
N° 7-89-715
CPPAP Certificat n° 62812
tirage 5 200 ex.

SOMMAIRE		numéro spécial
Acteurs d'un autre	développement	C. Mellon 3 ⁽⁴⁾
Le développement, hier et aujourd'hui		R. Lenoir 7
Populations		19
Démographie: pas de panique	O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire	R. Valette 20
La ville et ses acteurs	N° : 27322 ex 1	R. de Maximy 29
Revaloriser les sociétés rurales	Cpte : B M	J. Chonchol 37
Politique	2-01-90	47
Politique: la voie africaine		J.-F. Bayart 48
L'éveil des sociétés civiles		G. Marc 57
Echanges Nord-Sud		70
La fin du non-alignement		Z. Laidi 71
Commerce et développement		Y. Berthelot 76
La dette, un révélateur		D. Maquart 85
Coopérations		93
L'avenir européen de la coopération		M. Griffon 94
L'aide privée en Europe: mythes et réalités		B. Holzer, C. Lechervy 103
La politique de coopération française à l'heure européenne		C. Cheysson, M. Aurillac J.-P. Gomane, B. Holzer 113
La conjoncture économique		125
Aspects économiques de la pérestroïka		J. Fély
Revue des livres		131